



# La Commune



## Lettre ouverte aux insoumises et insoumis qui veulent en finir avec l'Ordre établi

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 104

Contribution de notre camarade Daniel Petri



Salut à vous,

Celles et ceux d'entre vous qui connaissent notre Courant **La Commune- pour un parti des travailleurs** savent que nous avons toujours été contre Mélenchon, c'est-à-dire contre sa géométrie politique. Nous avons considéré que la France insoumise n'avait pas d'avenir, en raison directe du programme Avenir en Commun et de sa forme « gazeuse », c'est-à-dire informe. Cela ne nous a pas empêché de respecter les bases insoumises.

Cela étant, nous ne croyons pas que, lors des élections européennes, LFI ait subi une « défaite cinglante ». A tout le moins, il est trop tôt pour le dire. Les élections européennes sont, au demeurant, les plus fictives qui soient. Les revers électoraux ne gagnent jamais à être exagérés ou dramatisés.

Après tout, LFI a fait un score au moins équivalent au score du Front de gauche en 2014.

La question que l'on peut se poser est celle-ci : comment un simple revers peut-il déclencher de telles tensions internes ? Il ne les déclenche pas vraiment, il les libère. Il paraît clair que madame Autain rongait son frein depuis un certain temps. Mais, au-delà de la crispation de cette « altermondialiste », c'est le principe même du consensus entre figures plus ou moins emblématiques qui est en cause.

Essayons de regarder plus loin : Die Linke en Allemagne, Podemos dans l'État espagnol ont subi une véritable déroute.

Cette déroute se serait-elle produite si Podemos n'avait pas pris fait et cause contre l'indépendantisme catalan et soutenu la Monarchie contre ce mouvement populaire ?

Cette déroute se serait-elle produite si Madame Wagenknecht (die Linke) n'avait pas pris fait et cause contre l'immigration de « travail » ?

S'agissant du résultat de LFI en France, nous pensons que la polémique actuelle est un faux débat. Vos parlementaires vous demandent s'il faut maintenir un cap populiste ou prendre un cap « de gauche » ? Il

est pourtant clair que la majorité des électeurs de JLM en 2017 se sont abstenus cette fois-ci. En 2017, ils avaient voté JLM en grande partie parce que JLM menait campagne pour l'abrogation de la loi travail El Khomri.<sup>1</sup> Cette fois, JLM a voulu les orienter sur un faux référendum anti-Macron, tout en se gardant de prendre fait et cause pour sa destitution. N'est-ce pas ce qu'il y a de plus « gazeux » ?

Depuis l'irruption de l'affaire Benalla-Macron, cette destitution n'était-elle pas à l'ordre du jour ? A ce moment-là, vos élus ont dégagé en touche, préférant cibler le Premier ministre qui n'est pourtant qu'un porteur de valise de l'Élysée.

Évidemment le spectacle public des dissensions entre bonzes n'augurait pas d'un bon résultat. Eviction de Kuzmanovic, défection du « compagnon de route » Etienne Chouard, claquement de porte de Thomas Guénolé, mise sur la touche de Charlotte Girard (qui est restée discrète), voilà qui montrait qu'il y a « quelque chose qui cloche, là d'dans ». Cela montrait surtout que tout se passe dans votre dos, vous, les insoumises et les insoumis.

Vous ferez sans doute contre mauvaise fortune bon cœur. Certains d'entre vous continueront à penser qu'il faut défendre « la forteresse assiégée », sans états d'âmes.

Alors parlons plutôt des états d'armes.

Que nous soyons pour ou contre Mélenchon, pour ou contre le type de mouvement qu'est LFI, nous pouvons frapper ensemble contre la répression, former un front du refus contre la répression, c'est-à-dire pour la libération de tous les manifestants incarcérés – ce sont, ni plus, ni moins, des prisonniers politiques – pour l'interdiction des LBD et grenades mutilantes qui peuvent tuer, pour l'amnistie totale.

Que nous soyons sans-parti, insoumis, communistes, syndicalistes, anticapitalistes, anarchistes, trotskystes, nous pouvons frapper ensemble pour ces justes exigences qui nous unissent, pour le retrait de la loi Blanquer et du projet de loi anti- Fonction publique.

Pour notre part, nous n'attendons pas que les hautes directions syndicales et les parlementaires anti-libéraux s'engagent dans cette voie.

Notre option reste la même : comptons d'abord sur nos propres forces, comme l'ont fait les manifestants et piquets en gilet jaune, comme le font les urgentistes, comme le font et le feront de nombreux salariés pour défendre leur dignité et leur pouvoir d'achat.

Bien à vous.

***Daniel Petri***

***11 juin 2019***

<sup>1</sup> Nous n'avions pas alors donné de consignes de vote. Cette fois-ci, nous avons appelé au boycott des élections au parlement de l'UE

---

Modifié le mardi 11 juin 2019

---

## Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>